

VERBATIM

CONFERENCE DE PRESSE

Bangui et Birao, le 07 juillet 2026

Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Bonjour à toutes et à tous,
Je suis Joël Ndoli Pierre, Porte-parole par intérim de la MINUSCA.
Bienvenue à cette conférence de presse exceptionnelle, organisée en direct avec notre bureau de terrain de Birao. Cette rencontre est entièrement consacrée à la situation dans la préfecture de la Vakaga, une semaine jour pour jour après l'attaque perpétrée le 30 juin contre la localité d'Am-Dafock et la base opérationnelle temporaire de la MINUSCA.

L'objectif de cette conférence est de faire le point sur la situation sécuritaire et humanitaire, ainsi que sur les actions entreprises par la MINUSCA, en étroite coordination avec les autorités centrafricaines, pour protéger les populations civiles, soutenir le retour progressif à la normale et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. J'ai aujourd'hui le plaisir d'accueillir deux intervenants qui nous rejoignent depuis Birao.

Tout d'abord, Son Excellence le Préfet de la Vakaga, le Lieutenant-Colonel Judes Ngayoko.
À ses côtés, Monsieur Amadou Moutar Diallo, Chef du bureau de terrain de la MINUSCA à Birao.
Que vous soyez présents ici à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, je vous remercie de votre présence et vous souhaite la bienvenue.

Sans plus tarder, je cède la parole à Monsieur le Préfet de la Vakaga pour son propos liminaire.

Lieutenant-colonel Jude Ngayoko, préfet de la Vakaga

Mesdames et Messieurs les journalistes,
Comme l'a indiqué le Porte-parole par intérim de la MINUSCA, je suis le Lieutenant-colonel Judes Ngayoko, Préfet de la Vakaga.

Comme vous le savez, le 30 juin 2026, aux premières heures de la matinée, la sous-préfecture d'Am-Dafock a été la cible d'une attaque odieuse menée par des éléments armés. Cette agression a coûté la vie à des membres de nos Forces de défense et de sécurité ainsi qu'à des civils innocents et a provoqué d'importants déplacements de populations, plus de 16,000 personnes.

Au nom de Son Excellence le Professeur Faustin-Archange Touadéra, Président de la République, Chef de l'État, et au nom du Gouvernement de la République centrafricaine, je tiens tout d'abord à rendre un hommage solennel à nos Forces de défense et de sécurité tombées au champ d'honneur, ainsi qu'aux civils qui ont perdu la vie lors de ces événements. J'adresse également mes sincères condoléances aux familles endeuillées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

Comme l'a rappelé le Gouvernement dans son communiqué en date du 6 juillet 2026, nous condamnons avec la plus grande fermeté ces attaques barbares, qui constituent une atteinte à la souveraineté de notre pays et à la sécurité de nos populations.

Le Gouvernement demeure pleinement déterminé à défendre l'intégrité territoriale de la République centrafricaine et à rétablir durablement l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national.

Je tiens également à saluer l'engagement des Forces armées centrafricaines (FACA), ainsi que l'appui de nos alliés russes, dont les efforts conjoints ont permis de reprendre le contrôle de cette zone frontalière et de stabiliser progressivement la situation sécuritaire. L'appui de nos alliés russes a été déterminant.

Je voudrais aussi exprimer notre profonde reconnaissance à la MINUSCA pour l'appui multiforme qu'elle apporte depuis les premières heures de cette crise. Son intervention a été déterminante dans la protection des populations civiles, l'approvisionnement en eau potable, les évacuations médicales, ainsi que l'acheminement de l'assistance humanitaire d'urgence vers les populations affectées.

À ce jour, la sécurité est progressivement rétablie grâce aux opérations menées par les FACA, avec l'appui de nos alliés russes. Les forces déployées poursuivent leurs patrouilles dans et autour d'Am-Dafock afin de prévenir toute nouvelle attaque, de rassurer les populations et de protéger les personnes ainsi que leurs biens.

Sur le plan humanitaire, la situation demeure toutefois très préoccupante.

Plus de 16 000 personnes déplacées internes sont actuellement installées à proximité de la base de la MINUSCA à Am-Dafock. À cela s'ajoutent plus de 2 000 personnes déplacées ayant trouvé refuge dans la ville de Birao.

Grâce à la mobilisation de la MINUSCA et des partenaires humanitaires, plusieurs vols humanitaires ont déjà permis d'acheminer une assistance d'urgence. Toutefois, les besoins restent immenses, notamment en eau potable, en vivres, en soins de santé, en articles de première nécessité et en assainissement. Les groupes armés ayant attaqué Am-Dafock ont incendié et pillé de nombreuses habitations, détruit des biens privés et emporté d'importants stocks alimentaires, aggravant ainsi la vulnérabilité des populations.

Nous lançons un appel à l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux afin qu'ils renforcent leur soutien pour répondre aux besoins urgents des populations touchées.

Le Gouvernement suit l'évolution de la situation avec la plus grande attention. Le Sous-préfet d'Am-Dafock demeure sur le terrain avec son équipe administrative et travaille en étroite coordination avec la MINUSCA, les Forces de défense et de sécurité ainsi que les partenaires humanitaires afin d'assurer une réponse efficace.

Mesdames et Messieurs,

Ces attaques ne doivent pas remettre en cause les efforts de paix engagés dans notre préfecture.

L'année dernière, avec l'appui de la MINUSCA et de l'ensemble des acteurs locaux, nous avons facilité la signature d'un Accord local de paix. Cet accord avait déjà produit des résultats encourageants, notamment une réduction sensible des violences communautaires, une baisse des conflits liés à la transhumance, une amélioration de la libre circulation des populations de part et d'autre de la frontière ainsi qu'une reprise progressive des activités économiques.

Les attaques du 30 juin constituent une menace sérieuse pour ces acquis. Toutefois, elles ne sauraient remettre en cause notre détermination collective. Nous poursuivrons les initiatives de dialogue, de médiation et de réconciliation afin de consolider la paix, le vivre-ensemble et la cohésion sociale dans cette partie de notre pays.

Enfin, le Gouvernement entend renforcer davantage son dispositif sécuritaire dans la Vakaga à travers le déploiement progressif des Forces armées centrafricaines, l'intensification des patrouilles, le renforcement de la présence de l'État dans les zones frontalières et une coopération étroite avec l'ensemble de ses partenaires afin d'assurer durablement la protection des populations civiles.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Lieutenant le Colonel, Jules Ngaillot, préfet de la Vakaga. Je vous remercie.

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci beaucoup, monsieur le préfet. Je vous remercie pour votre intervention. Je donne à présent la parole à monsieur Amadou Mactar Diallo, chef du bureau de terrain de la MINUSCA à Birao. Cher Amadou, la parole est à toi.

Amadou Moctar Diallo, chef de bureau de terrain de la MINUSCA à Birao

Merci beaucoup.

A l'entame de mon propos, permettez-moi de saluer la mémoire des Forces de défense et de sécurité ainsi que des civils tués lors de l'attaque de Am-Dafock du 30 juin. Une attaque que la Représentante Spéciale du Secrétaire Général, Cheffe de la MINUSCA, Madame Valentine Rugwabiza a fermement condamnée. Nous souhaitons aussi prompt rétablissement à tous les blessés.

Cette attaque n'a épargné personne à Am-Dafock. Des forces de défense et de sécurité nationales, aux civils et casques bleus des Nations Unies, tous ont été ciblés et victimes de cette attaque meurtrière. Une patrouille de protection des civils de la MINUSCA qui passait près de la gendarmerie d'Am-Dafock a été ciblée dès les premières heures de l'attaque. Un Véhicule Blindé de Transport de Troupes de la MINUSCA a été endommagé et six casques bleus blessés. Le véhicule, qui est apparue dans plusieurs photos en ligne, a pu être récupérée aujourd'hui/hier et ramenée à la base de la MINUSCA à Am-Dafock.

L'attaque a conduit, plus de 16,000 personnes à se déplacer vers la base opérationnelle temporaire de la MINUSCA pour y chercher la protection des Nations Unies.

Face à cette situation, la MINUSCA a pris des actions décisives qui ont contribué à la protection des civils, la facilitation du maintien de l'extension de l'autorité de l'Etat et l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence.

D'abord, les actions de la MINUSCA ont permis d'apporter une protection effective à plus de plus de 16,000 civiles qui se trouvaient sous la menace de violence physique. Ces personnes sont venues de la ville de Am-Dafock et de plusieurs villages environnants. En adoptant une approche globale et intégrée de protection, la MINUSCA a pu prévenir une attaque directe sur ces milliers de population civile qui ont cherché refuge et protection auprès de sa base.

Il faut rappeler que la MINUSCA était la seule force légale qui était opérationnelle dans la zone de Am-Dafock à la suite des attaques des groupes armés. Cette protection a permis de sauver des vies.

Ensuite, les actions multiformes de la MINUSCA ont permis de maintenir l'autorité de l'Etat, à travers l'administration locale qui est restée opérationnelle. Grace à l'appui logistique et la protection de la MINUSCA, le Sous-préfet de Am-Dafock est restée sur place et a continué à travailler avec son équipe.

Par ailleurs, la MINUSCA a facilité le déploiement rapide des FACA par voie aérienne, après la reprise de Am-Dafock. Ce soutien permet de consolider les gains sécuritaires. Ce soutien de la MINUSCA au gouvernement centrafricain s'inscrit dans le mandat de la MINUSCA d' « Appui à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement des forces de sécurité et au maintien de l'intégrité territoriale ».

Enfin, l'autre action majeure de la MINUSCA consiste à appuyer l'acheminement immédiat de l'aide humanitaire aux populations vulnérables de Am-Dafock. A cet effet, la MINUSCA a transporté par voie aérienne et assuré la sécurité d'une mission d'évaluation des besoins humanitaires, dirigée par OCHA et d'autres organisations humanitaires. Cette mission a permis de voir la situation humanitaire difficile des milliers de déplacés internes avec qui la MINUSCA partage ses ressources limitées à Am-Dafock, y compris l'approvisionnement en eau potable. A la suite de cette mission, la MINUSCA appuie l'acheminement de l'aide humanitaire par voie aérienne depuis le samedi 4 juillet. A ce jour, 3 tonnes ont été acheminées, y compris des médicaments et des kits de dignité. La MINUSCA a aussi appuyé le déploiement de personnel médical d'organisations humanitaires pour faciliter les soins médicaux sur place.

Ces efforts sur le plan humanitaire ont été entamés dès les premières heures de l'attaque du 30 juin. La MINUSCA a accueillie et administré les premiers soins à plus de 20 blessés à Am-Dafock. Le même jour, la Mission a déployé un avion médicalisé qui a permis d'évacuer des blessés, y compris des civils. Au total, 24 personnes ont été évacuées vers Birao et Bria pour recevoir des soins dans les hôpitaux de la MINUSCA.

Pour conclure, je voudrais réitérer qu'Am-Dafock reste une grande priorité pour la MINUSCA.

D'ailleurs, il convient de rappeler que l'installation de la base temporaire de la MINUSCA, en janvier 2024, avait créé un environnement propice ayant conduit au premier déploiement des FACA puis des gendarmes, avec l'appui de la MINUSCA. En outre, nous avons investi près de 300 millions de FCFA à Am-Dafock ces deux dernières années, dans différents projets d'appui à la protection des civils, à l'extension de l'autorité de l'État, à la réduction de la violence communautaire et au relèvement économique. Pour illustration de cela, le bâtiment de la gendarmerie, dont les images ont largement circulé dans les réseaux sociaux ces derniers jours, a été construit

par la MINUSCA et inauguré en mars 2026, il y a quatre mois. D'autres bâtiments administratifs incluent la Sous-préfecture et la Mairie de Am-Dafock.

Au-delà des infrastructures, la MINUSCA a initié d'autres projets tels que le projet de réduction de la violence communautaire à Am-Dafock, avec 310 bénéficiaires, donc 55 pour cent de femmes. Ces bénéficiaires ont été formés dans des activités génératrices de revenu leur assurant une autonomie économique.

Comme l'a rappelée, la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MINUSCA dans le communiqué du 30 juin, ces attaques n'entameront en rien la détermination de la Mission à mettre en œuvre son mandat. La MINUSCA compte préserver et consolider les gains obtenus à Am-Dafock notamment au cours des deux dernières années, malgré les défis.

Nos efforts coordonnés avec les acteurs nationaux et locaux contribueront sans doute à mieux renforcer la protection des civils, appuyer l'extension de l'autorité de l'Etat et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux plus vulnérables.

Je vous remercie de votre attention.

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci beaucoup, monsieur le chef de bureau. Nous allons maintenant ouvrir la séance de questions et de réponses très attendues par les confrères de la presse ici. Comme annoncé, cette session sera entièrement consacrée à la situation à Am Dafock et dans la préfecture de la Vakaga. Je vais, comme je l'ai annoncé en introduction, accorder la parole tout d'abord aux partenaires de la presse qui sont basés à Birao. On va faire une première salve de questions de ce côté-là et puis on reviendra vers la salle ici à Bangui, si vous me le permettez. Je vous laisse la parole aux partenaires de la presse à Birao.

Questions des journalistes

Radio Centrafrique (Alexis Martinus Taolane)

- J'ai deux questions à l'endroit de la MINUSCA et deux questions au préfet de la Vakaga. La première question, à l'endroit de la MINUSCA, c'est de savoir comment vous analysez les circonstances qui ont conduit à la prise d'Am Dafock par les groupes armés ?
- Deuxièmement, expliquez-vous comment que les groupes armés aient réussi à occuper la ville pendant plusieurs jours alors que la MINUSCA est présente dans la ville ?
- Maintenant, à l'endroit du préfet de la Vakaga, j'aimerais savoir quelles sont les priorités des autorités après cette reprise ?
- Et la dernière question, des alertes sur la prise d'Am Dafock ont été faites en amont. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour prévenir cette attaque au lieu de faire le médecin après la mort ?

Radio Yata De Redjina (Moustapha Romaric Samba)

- Ma première question est que la République centrafricaine, puis aussi la Vakaga, partage une longue frontière entre la République du Tchad et le Soudan. Cette attaque d'Am Dafock est un signal fort. Quels sont les dispositifs que le gouvernement a pris pour le moment pour mieux protéger et équiper les militaires centrafricains d'avoir une capacité de bien pouvoir contrôler cette longue frontière ?
- Ma deuxième question est que plus de 16 000 déplacés sont actuellement dans la base de la MINUSCA à Am Dafock. Et ici, à Birao, nous enregistrons plus de 2 000 déplacés venus des villages : Gila, Am Gourmaye, Kaba Garda et Ganaye, et qui sont sans abri, leurs conditions de vie n'est pas même conforme. Même avec la pluie qui est tombée hier, d'autres ont même passé la nuit à la belle étoile. Il y a aussi des femmes enceintes. Quelles sont les mesures que la MINUSCA a prises pour au moins pour assister ces personnes ?

Réponses aux questions

Lieutenant-colonel Jude Ngayoko, préfet de la Vakaga

Quelles sont les priorités du gouvernement ? Je vous remercie beaucoup, mais il serait bien possible de répondre à la place du gouvernement. Je disais tout à l'heure dans ma déclaration liminaire que le gouvernement s'est pour le prendre efficacement et durablement à cette question. Donc, il serait peut-être mieux que je parle au nom du gouvernement, mais le gouvernement déjà est à pied d'œuvre pour répondre à nos défis. Donc, c'est la réponse que je pourrais vous donner. Merci

Amadou Moctar Diallo, chef de bureau de terrain de la MINUSCA à Birao

Merci beaucoup, Monsieur le préfet. Je vais juste adresser la question du correspondant de Radio Centrafrique sur les circonstances. Comme vous le savez, cette attaque des groupes armés a ciblé, simultanément, les forces de défense et de sécurité présentes à Am Dafock, mais aussi la population et les casques bleus des Nations Unies. Cela a créé, comme on l'a appelé le préfet, des déplacements de population.

Sur la deuxième question sur le rôle de la MINUSCA, comme nous l'avons rappelé, dès les premières heures de l'attaque, la MINUSCA aussi était ciblée. Il y a eu des casques bleus qui ont été blessés. La mission a continué son mandat de protection des civils, notamment plus de 16 000 personnes déplacées auprès de la base de la MINUSCA qui n'avaient pas où aller pour chercher de la protection. Nous avons assuré cette protection de manière effective pour les personnes qui sont aujourd'hui au niveau de la Base opérationnelle temporaire, qui sont en sécurité.

Et l'autre aspect, nous avons soutenu le maintien de l'autorité de l'État parce que cette attaque était aussi une attaque directe à l'autorité de l'État. Et nous avons su, à travers l'administration locale, pour s'assurer que l'administration locale continue de fonctionner.

L'autre aspect, comme je l'ai rappelé, c'est l'aide humanitaire, parce que si vous avez 16 000 personnes auprès de votre base, sans aucun moyen, il faut aller très vite vers l'aide humanitaire. Nous avons pu coordonner avec les acteurs humanitaires qui ont mobilisé rapidement l'aide pour être acheminés à Am Dafock.

Par rapport à la question du journaliste de Radio Yata concernant les déplacés ici à Birao. Comme je l'ai rappelé dans mon propos introductif, il y a plus de 700 déplacés ici près de notre base. Avec nos équipes et les acteurs humanitaires, on a fait une visite d'ici. On a eu des discussions avec les déplacés et en coordination avec les autorités locales, les acteurs humanitaires, nous sommes en train de mobiliser l'aide pour pouvoir soulager cette souffrance. Mais le plus important, c'est de créer vite les conditions de sécurité propices pour que les déplacés puissent rentrer en toute sécurité dans leur maison. Merci.

Questions des journalistes

LANOCA (Aubin Manassé Ndata)

- Je m'adresse au chef de base de la MINUSCA, à Birao. Deux petites questions. Comment est-ce que la MINUSCA au niveau de Birao, compte renforcer la présence robuste de sécurité aux alentours d'Am Dafock, puisqu'on s'est rendu compte qu'avec la porosité de notre frontière avec le Soudan, il y a cette tendance de voir les choses puissent réapparaître encore à nouveau dans cette zone. Vu la présence de la MINUSCA qui est en effectif réduit, comment est-ce qu'elle compte vraiment renforcer cette présence robuste sécuritaire dans cette zone ?
- La deuxième question, toujours à la MINUSCA. Comment est-ce qu'elle compte gérer les alertes d'informations sécuritaires dans cette zone ? Puisque ça rejoint un peu la question d'un de nos confrères tout à l'heure à Birao qui demandait quelles sont les analyses que la MINUSCA a pu faire par rapport à la circonstance de qui s'est produit au niveau d'Am Dafock.

Le Démocrate (Askin Bamako)

- J'ai une seule question à poser au préfet de la Vakaga, c'est celle de savoir, nous demandons au préfet de nous dire quelle est l'identité réelle des assaillants, puisqu'on parle tantôt des Soudanais, des Tchadiens et des Centrafricains. Est-ce que le préfet peut nous dire l'identité ou bien les entités derrière lesquelles ces assaillants se cachent ?

Radio Guira FM (Samuel Bogoto)

- Comment la MINUSCA et les autorités locales ont conjugué leurs efforts pour gérer cette crise au niveau d'Am Dafock, tout comme au niveau de Birao ?
- Deuxièmement, monsieur le préfet, ça a été un choc. Dans quel état d'esprit se trouve actuellement la population d'Am Dafock ? Je vous remercie.

Réponses aux questions

Amadou Moctar Diallo, chef de bureau de terrain de la MINUSCA à Birao

La première question, c'était relative à la présence à Birao. Oui, comme vous le savez, la frontière avec le Soudan, c'est une frontière très longue et très poreuse. Et depuis la guerre en cours au Soudan, depuis 2023, la sécurité au niveau de la frontière s'est encore détériorée. C'est pourquoi la MINUSCA avait déployé une base temporaire à Am Dafock en janvier 2024. Et depuis lors, depuis notre présence la sécurité sur le long de l'axe Birao - Am Dafock, a été renforcée. La MINUSCA conduit des patrouilles régulières sur l'axe Birao - Am Dafock. De plus, notre présence à Birao et Am Dafock a été aussi très renforcée au regard des menaces persistantes au niveau de la frontière, mais aussi de la Vakaga de manière générale, et vu le contexte actuel de la remobilisation des groupes armés centrafricains, mais aussi ce qui se passe au niveau de la frontière, notamment du côté soudanais et aussi du côté tchadien avec la porosité de la frontière.

La deuxième question, c'est notamment, qu'est-ce qu'on fait des alertes d'information ? Nous travaillons beaucoup avec les autorités locales, avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines à travers le partage d'informations et les analyses. Depuis la crise d'Am Dafock, nous tenons régulièrement des réunions de crise ensemble. Et même dans cette salle, nous sommes ensemble. C'est pour juste dire que nous travaillons ensemble, nous réfléchissons ensemble et nous coordonnons des actions. L'objectif principal, c'est notamment de protéger les civils, de protéger l'intégrité du territoire centrafricain, d'assurer l'expansion de l'autorité de l'État, mais aussi d'aider à soulager la souffrance des populations. Merci.

Réponses aux questions

Lieutenant-colonel Jude Ngayoko, préfet de la Vakaga

Merci beaucoup. Je crois que pour répondre à la question de gestion des rumeurs, je crois qu'un effort a été faite dans ce sens, sinon on ne peut pas avoir ce chiffre. Mais si le chiffre est très insuffisant, c'est que la gestion de ces rumeurs, vraiment, les gens se sont donnés là-dessus.

Dans la question d'identité des assaillants, je pense que ça a été dénoncé dans toutes nos stations. Et ça, ce sont des groupes armés centrafricains. Ce sont des groupes armés centrafricains, mais renforcés avec les mercenaires soudanais et tchadiens. Et ça, il faut que ça soit clair. Donc, c'est le FPRC et ASP, Alliance de Sursaut Patriotique. Voilà à cette question, les éléments d'information.

L'état d'esprit dans d'Am Dafock, je pense que nos populations d'Am Dafock sont soulagées. Parce que je disais dans ma déclaration préliminaire que, avec la MINUSCA et les autres, c'était une action conjointe. A l'heure où je vous parle, il y a nos amis Russes qui sont là-bas. Il y a un déploiement des FACA dans quelques heures. La première vague, ce matin est parti, à Am Dafock. Je ne vais pas me trahir pour l'instant, mais pour votre information, il y a un dispositif. Vous savez ce qui s'est passé, c'est une leçon apprise et j'espère que le gouvernement et les partenaires ici, la MINUSCA, et les autres, on est en train de changer la donne. Donc vraiment, merci beaucoup. Je ne sais pas si les éléments de réponse sont satisfaisants.

Questions des journalistes

Radio Fréquence RJDH (Guy Florentin Outiama)

- J'ai à peu près trois questions. La toute première question, c'est à l'endroit du préfet, de savoir quel est le nombre exact de ceux qui sont morts dans cet événement ?
- Et de deux, il y a de cela plus de trois, quatre mois, le gouverneur de la région de Fertit avait annoncé que l'effectif des réfugiés soudanais a vraiment dépassé l'effectif de la population locale. Et puis, c'est ce qui est arrivé aujourd'hui. Quelle sera vraiment les stratégies que le gouvernement pourra mettre en place ?

- Et puis surtout, la situation des réfugiés soudanais. Parce qu'en voyant, il pourra peut-être un jour avoir un conflit entre les réfugiés soudanais et la population locale. Quelles sont les stratégies dont le gouvernement pourra mettre en place pour améliorer cette situation ? Merci.

Le Gardien Médias (Selda Junior Boute)

- J'ai deux questions à poser. La toute première question va à l'endroit du chef de bureau de la MINUSCA à Birao. Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, les rebelles de l'ASP pointent du doigt accusateur la MINUSCA, d'être impliqués dans les récents événements à Am Dafock, d'une part, et d'autre part, ces rebelles auraient demandé à la MINUSCA de procéder au ramassage des corps, des cadavres à Am Dafock. Qu'est-ce que vous pouvez dire ? Quelle est votre réaction par rapport à ces accusations ?
- La deuxième question va à l'endroit du préfet de la Vakaga. Pouvez-vous nous dire d'une manière concrète la situation de sécurité actuelle à Am Dafock pour taire un peu les rumeurs ici à Bangui ? J'en ai terminé.

Radio Ndeke Luka (Eda Diko)

- Je pense que la plupart de mes préoccupations étaient déjà prises en compte par mes prédécesseurs, parce qu'aujourd'hui, effectivement, la situation qui nous préoccupe, c'est la situation humanitaire. Étant donné que dans les réponses données par le préfet et le chef de bureau, ils ont déjà entamé des processus pour appuyer ces déplacés. C'est déjà un plus.
- Et puis, la deuxième préoccupation, ça concernait également le nombre exact des décès lors de ces affrontements.
- En plus aussi, la dernière question, c'était concernant l'accusation de la MINUSCA par le groupe armé ASP. Est-ce que ce n'est pas là aussi une manière de freiner les activités entreprises par la MINUSCA et certaines organisations sur place pour soutenir aussi ces déplacés ? Parce que si l'ASP commence déjà à pointer du doigt la MINUSCA, quelle serait la réaction de MINUSCA face à ce type d'accusation ? Merci.

Réponses aux questions

Lieutenant-colonel Jude Ngayoko, préfet de la Vakaga

Ok, merci beaucoup. En ce qui concerne le bilan, le nombre de morts, il serait un peu difficile pour moi parce qu'avec mon frère, le chef de bureau, on a pu évacuer les blessés vers de Bria et d'autres qui sont ici à Birao. Et récemment, on a évacué encore, je crois, six à Bangui. Donc, il serait un peu difficile parce qu'il y a l'état-major qui gère tout. Nous, on repasse les informations parce qu'à l'hôpital, quelqu'un peut décéder. Donc, vraiment, à ce concept, le chiffre, il serait un peu difficile pour moi, pour ne pas tromper l'état-major qui est sur place.

En ce qui concerne la stratégie de situation, c'est que le reste de réfugiés, je crois que le travail a été fait avec mon frère, le chef de bureau, ici, on a fait la descente au milieu des réfugiés. On leur a parlé et il y a des engagements qui ont été pris par les deux parties. La République centrafricaine a intérêt à protéger les réfugiés, donc on n'a pas le droit à cette erreur. Je crois que la communauté hôte s'est impliquée, donc vraiment, un travail de sensibilisation a été fait, donc ne vous inquiétez pas dans ce sens. Ça, c'est notre responsabilité et on doit le faire.

Concernant la situation de sécurité à Am Dafock, je crois qu'elle est progressivement stable. Je ne trahis pas la stratégie des militaires parce que ça peut aussi profiter aux groupes armés. Pour l'instant, je vous dis, il y a la MINUSCA qui va augmenter dans quelques heures le nombre. Parce qu'avant, c'était un TOB. TOB, c'est une petite base juste pour protéger la population. Là, maintenant, avec cette leçon apprise, je crois qu'il y aura une augmentation. Je vous dirais que nos acteurs aussi vont rester définitivement là-bas. Ça, c'est à votre information. Le nombre de FACA, je ne peux pas vous donner parce qu'on n'a pas autorisé. Donc, c'est renforcé. Je dis, c'est une leçon apprise et le gouvernement est en train de changer les choses. Donc, je ne sais pas si j'ai répondu à toutes vos questions.

Amadou Mactar Diallo, chef de bureau de terrain de la MINUSCA à Birao

Merci beaucoup. À la question du Journal Le Gardien par rapport aux accusations des groupes armés selon lesquelles la MINUSCA aurait transporté des combattants pour les attaquer et autres appuis militaires au conflit, c'est des accusations qui n'ont pas de fondement. Donc, La MINUSCA n'est pas partie au conflit. La MINUSCA est une mission de maintien de la paix qui a un mandat donné par le Conseil de sécurité des Nations Unies, agissant au nom de tous les membres des Nations Unies. Je crois que c'est une précision majeure.

Et dans ce mandat, il y a des tâches prioritaires. Les tâches prioritaires de la MINUSCA, c'est la protection des civils, c'est l'appui à l'extension de l'autorité de l'État et c'est l'appui à l'acheminement de l'aide humanitaire. Toutes les actions de la MINUSCA à Am Dafock sont en ligne et en conformité avec ce mandat. La MINUSCA a pu envoyer des vols humanitaires pour évacuer des blessés. La MINUSCA a pu envoyer des vols humanitaires pour apporter l'aide humanitaire à cette population qui a été victime de cette attaque que nous avons fermement condamnée. Il faut aussi rappeler d'ailleurs que la MINUSCA agit en toute indépendance, conformément à son mandat.

Dans ce contexte, la MINUSCA ne demande jamais d'autorisation à des groupes armés pour mettre en œuvre son mandat. Dans la situation d'Am Dafock, comme je l'ai rappelé, toutes les actions ont été entreprises dans le seul but de protéger les civils, d'assurer l'extension de l'autorité de l'État, préserver l'intégrité du territoire, mais aussi acheminer l'aide humanitaire pour soulager la souffrance de la population qui résulte de cette attaque que nous continuons à condamner.

Juste aussi amplifier ce que le préfet a dit par rapport aux réfugiés soudanais. Nous vivons dans une période très sensible où nous devons éviter la stigmatisation des communautés. Les réfugiés bénéficient d'une protection au regard du droit international, mais aussi au regard du droit national. Les Centrafricains ont été très généreux, très hospitaliers à accueillir ces milliers de réfugiés qui sont en train aussi de fuir les conséquences de la guerre qui est toujours au Soudan.

Avec le préfet, les autorités, les acteurs humanitaires, nous avons fait une descente au niveau du site Korsi, au niveau de Birao, qui fait plus de 20 000 réfugiés, comme vous le savez, et avoir des discussions avec ces réfugiés, avec les communautés hôtes, pour aussi sensibiliser les réfugiés qui ont des droits au regard du droit national, du droit international, mais aussi qui ont des obligations. Nous les avons sensibilisés. L'objectif, c'est de maintenir la cohésion sociale pour éviter que ce qui se passe à Am Dafock prenne des dimensions communautaires où des communautés sont stigmatisées ou des communautés sont ciblées. Et cela peut prendre une ampleur que nous devons éviter. Merci.

Questions des journalistes

Le Langage (Gabriel Rhoppo Mbrénga)

- D'après certaines indiscretions, les casques bleus de la MINUSCA ainsi que les FACA auraient été informés de l'attaque et que les forces négatives seraient à 17 km/h. Cette information n'aurait pas été prise en compte. Est-ce vrai ou imagination ?

Radio Centrafrique (Rodrigue Ngandio)

- J'ai deux petites questions, l'une à l'endroit de la MINUSCA. D'abord, du côté MINUSCA, la mission en train de se retirer petit à petit dans certaines villes. Qu'en est-il pour la ville de Birao ou la préfecture de Vakaga ?
- Et puis, du côté du gouvernement, monsieur le préfet, excusez-moi, vous avez dit que ce qui s'est passé là-bas, c'est une leçon apprise. Certes, alors, vous qui êtes un plus haut gradé dans l'armée centrafricaine, le Chef d'État a toujours parlé de l'armée de garnison, c'est-à-dire amener les forces armées centrafricaines aux plus proches de la population centrafricaine. Quel était l'effectif total des forces armées centrafricaines dans la ville avant l'exaction ? Parce que d'après moi, on devait avoir un bataillon là-bas, parce qu'il s'agit d'une ville frontalière. Donc, les dispositions n'étaient pas prises avant. Le nombre exact des forces armées centrafricaines dans la ville avant les exactions était de combien ? Merci beaucoup.

Réponses aux questions

Lieutenant-colonel Jude Ngayoko, préfet de la Vakaga

Ok. Concernant l'information qui circulait et que personne n'a jamais prise en compte, je ne pense pas. Je disais tout à l'heure que si on avait pris en compte, on n'aurait pas reçu le résultat aujourd'hui. Ça serait catastrophique, mais je crois que toutes les rumeurs ont été prises en compte et je crois qu'on a réagi par rapport à ça.

Concernant le nombre de militaires sur le terrain, il serait un peu difficile pour moi. Excusez-moi, mais c'est la déontologie. Je ne peux pas vous dire exactement quel est le nombre de militaires. Ça, je ne le ferai pas et c'est interdit pour moi. Ce n'est pas méchant, mais ça ne se dit pas. Donc vraiment, merci beaucoup.

Amadou Mactar Diallo, chef de bureau de terrain de la MINUSCA à Birao

Merci beaucoup, monsieur le préfet. Je vais commencer par la dernière question de la journaliste de la Radio Ndeke Luka par rapport à ces accusations. Juste un point, comme je l'ai dit, la Représentante spéciale du Secrétaire général, Cheffe de la MINUSCA l'a rappelé dans le communiqué du 30 juin. Ces attaques n'entameront en rien la détermination de la MINUSCA à mettre en œuvre son mandat. Nous allons poursuivre les efforts dans ce sens, malgré les défis. D'ailleurs, je veux rappeler qu'une campagne de désinformation visant la MINUSCA ne peut soustraire de la justice pénale nationale et internationale les commanditaires et responsables d'actes qui pourraient constituer des crimes de guerre comme les attaques ciblées contre les casques bleus des Nations Unies.

Et par rapport à la question sur le retrait des forces de la MINUSCA, comme vous le savez, il y a eu beaucoup de communication sur la question de la reconfiguration de la MINUSCA, mais ce que je peux vous dire dans la Vakaga, au contraire, la MINUSCA a renforcé sa présence. La MINUSCA a renforcé sa présence pour pouvoir mieux mettre en œuvre son mandat de protection des civils, son mandat d'appui à l'expansion de l'autorité de l'État et les autres tâches prioritaires de son mandat. Donc, dans la Vakaga, il y a un renforcement de la présence de la MINUSCA.

En ce qui concerne le partage d'informations, nous travaillons en étroite collaboration avec les autorités locales, des forces de défense et de sécurité. Et nous prenons au sérieux toute alerte visant notamment des menaces contre les civils. Je vous remercie.

Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Singuila Mingi à vous Excellence monsieur le préfet. Mes vifs remerciements cher chef de bureau de la Minusca et les journalistes basés à Birao. Merci à toutes et à tous chers partenaires de la presse pour votre présence en masse aujourd'hui.

L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#).